

Climat: nous pouvons réduire le CO2 sans détruire notre économie

(©AFP / 04 mai 2007 17h23)

BERLIN - Le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) publié vendredi signale que "nous pouvons limiter et réduire nos émissions de CO2 sans détruire notre économie mondiale", a déclaré le président de l'UNFCCC Yvo de Boer, vendredi à Berlin.

Le rapport "lance un signal très encourageant: nous avons à notre disposition les technologies" pour "empêcher les scénarios catastrophiques de se réaliser", s'est félicité le président de la Convention cadre des Nations unies pour le changement climatique, basée à Bonn, à l'origine du protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre.

Parmi les opportunités technologiques, M. de Boer a cité, lors d'une conférence de presse, "la capture et le stockage de carbone", particulièrement importants en Inde et en Chine. M. De Boer a reconnu que "le nucléaire tient une place" dans tous les scénarios de réponses technologiques au réchauffement climatique proposés par le Giec. "Mais cela pourrait changer", a-t-il relevé.

La coopération en matière technologique est indispensable pour les pays dont la priorité est l'éradication de la pauvreté, a-t-il souligné.

"La première étape est économiquement réalisable, et même positive, et les prochaines ne seront pas d'un coût élevé", a relevé le chef de l'Organisation des Nations unies pour l'environnement (PNUE) Achim Steiner, également présent.

"Si nous ne parvenons pas à un accord, nous pourrions avoir une augmentation drastique des gaz à effet de serre dans les 23 prochaines années, et ce prix-là, nous ne pouvons pas nous le permettre", a-t-il mis en garde.

"Le sommet du G8 à Heiligendamm (nord de l'Allemagne, 6-8 juin) sera une étape d'une grande importance: les nations industrialisées devront montrer si elles prennent leurs responsabilités aussi dans un contexte réel", a estimé M. Steiner, rappelant que la majorité des émissions de gaz carbonique provient d'une douzaine de pays.

Achim Steiner s'est montré très confiant sur la capacité des Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto, à rejoindre le combat contre le réchauffement climatique. Les chances "augmentent chaque jour", avec l'intérêt croissant du peuple américain et de l'économie pour cette cause, a-t-il estimé. Il a cité New York en exemple, qui s'est fixé un objectif de réduction de CO2, comme plus de 300 villes aux USA, selon lui.

"Dans les prochaines années, les Etats-Unis joueront un rôle très actif" dans ce domaine, selon M. Steiner. En revanche, M. de Boer a confié qu'il ne "pensait pas que des pays comme la Chine, le Brésil et l'Inde soient prêts à accepter des objectifs concrets de réductions de CO2", mais qu'ils sont en revanche disposés à se fixer des objectifs d'efficacité énergétique.

Vendredi, les quelque 400 délégués du Giec réunis depuis lundi à Bangkok, ont approuvé un rapport identifiant des mesures pour limiter la hausse des températures autour de +2°C (par rapport à 1980-1999) à un coût relativement bas: elles se traduiraient par une baisse de 0,12% du taux de croissance annuelle du PIB à partir de 2030.

Le Giec estime que les émissions mondiales de GES devraient commencer à décroître à partir de 2015 si on veut contenir la hausse de la température mondiale moyenne entre + 2°C et + 2,4°C.